

RÉSUMÉ

OBJECTIF DU RAPPORT

Le présent rapport est le premier d'une série de plusieurs études qui se pencheront sur les conséquences qu'aura au Canada le marché unique de la CE.

Ce rapport traite plus particulièrement des "Conséquences pour l'Europe". Il consiste en deux parties: la première reprend les principaux changements législatifs qui sont en train de se produire en Europe et qui influenceront sur les politiques des gouvernements européens et sur le cadre des futures relations commerciales avec la CE. La deuxième partie est basée sur un sondage effectué auprès de 425 dirigeants de grandes sociétés européennes, nord-américaines et japonaises actives dans la Communauté européenne. Ce sondage a été mené par "Business International" pour les fins exclusives de ce rapport.

Le résumé souligne les principales conclusions contenues dans le rapport. Il contient également un certain nombre de considérations générales dont les hommes d'affaires canadiens devraient tenir compte au moment d'arrêter les stratégies (à la fois offensives et défensives) qu'ils adopteront face à la nouvelle Europe.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

A. LES CONSÉQUENCES SUR LA LÉGISLATION EUROPÉENNE

Commerce extérieur

Même si la Communauté soutient qu'elle est la plus grande puissance commerciale du monde, et qu'elle le restera même après 1992, les appels répétés pour l'instauration d'une réciprocité de l'accès au marché et pour la préservation de l'équilibre des avantages au sein du GATT ont entretenu un climat de doute. Toutefois, on ne décèle jusqu'à présent aucune preuve concrète d'une augmentation du protectionnisme au sein de la Communauté dans les industries de fabrication ou de services - exception faite du manquement agressif par la Communauté de l'arme antidumping.